REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU TRENTE JUIN 2025

Nous, **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal de commerce, juge de l'exécution, avec l'assistance de Maître **SOULEY ABDOU**, Greffier avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

Monsieur Nouhou Garba, né le 01/01/1979 à Niamey, entrepreneur de nationalité nigérienne demeurant à Niamey, promoteur de l'entreprise NGC et Fils, ayant son siège social à Niamey Kalley Nord BP : 708 Niamey, assisté de Me Hassane Oumarou, Avocat à la Cour.

DEMANDEUR
D'UNE PART

ET

La société ALBARKA BUSINESS TRANSPORT SARLU, au capital de 1.000.000.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey, immatriculée au RCCM NE -NIM-01-2020-B13-00088, NIF 61919, assisté de Me Mounkaila Yayé, Avocat à la Cour.

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

I. FAITS, PROCEDURE PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte en date du 30 mai 2025, monsieur Nouhou Garba, né le 01/01/1979 à Niamey, entrepreneur de nationalité nigérienne, promoteur de l'entreprise NGC et Fils, ayant son siège social à Niamey Kalley Nord BP : 708 Niamey, donnait assignation à comparaitre devant la juridiction de céans à la société ALBARKA BUSINESS TRANSPORT SARLU, au capital de 1.000.000.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey, immatriculée au RCCM NE -NIM-01-2020-B13-00088, NIF 61919, assisté de Me Mounkaila Yayé, Avocat à la Cour aux fins de :

- Y venir la société ALBARKA BUSINESS TRANSPORT SARLU pour s'entendre :

En la forme et au principal

- Se déclarer compétent :

—
**ORDONNANCE
DE REFERE N°
087 du 30/06/2025**
CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :
Nouhou Garba

C/

SOCIETE
ALBARKA
BUSINESS

- Déclarer nulle l'ordonnance aux fins d'injonction de payer n° 15/PTC/NY/2025 du 28 janvier 2025 pour violation des articles 7 de l'AUPSR/VE et de l'article 83, 485 et 123 du code de procédure civile et des stipulations contractuelles ;
- Rétracter ladite ordonnance ;
- Déclarer nul le procès-verbal de saisie attribution de créances en date du 15 avril 2025 pour violation de l'article 157 de l'AUPSRVE ;
- Ordonner la mainlevée de saisie sous astreinte de 5.000.000 FCFA par jour de retard à compter du prononcé de la décision ;
- Condamner la société ALBARKA BUSINESS aux dépens

Le requérant expose au soutien de ses prétentions qu'il avait acquis cinq (05) camions de marque HOWO des mains de la défenderesse pour un montant global de cent cinq millions (105. 000.000) FCFA ;

Ladite vente a été faite à crédit et le paiement devait se faire au fur et à mesure qu'il aura règlement des factures de divers contrat qu'il avait exécuté en procédant aux versements proportionnellement à la facture réglée ;

C'est dans ce sens, qu'il avait encaissé au total quatre-vingt millions (80.000.000) FCFA suivants plusieurs versements tel que relaté par la défenderesse à travers sa requête aux fins d'injonction de payer ;

Le requérant indique que cet aveu prouve à suffisance sa bonne foi à parvenir au règlement définitif de la dette ;

Il estime avoir été victime d'un vice caché qu'il avait injecté plus de cinquante millions (50.000.000) FCFA pour rendre pratique les camions, mais arguant de la sorte rien ne justifie son refus d'obtempérer à ladite sommation de payer ;

De surcroit, il était surpris de voir un huissier se pointer à son domicile pour dénoncer la saisie attribution alors qu'il n'est au courant de rien, aucune attitude ou urgence ne menace le recouvrement de ladite dette ;

Selon lui, en agissant de la sorte, la société ALBARKA, viole les stipulations contractuelles, en ce sens qu'aucune facture du requérant n'a été réglée depuis le coup d'état du 26 juillet 2023 ;

Au fond, le requérant soulève la nullité de la requête aux fins d'injonction de payer pour violation de l'article 7 de l'AUPSR/VE et de l'article 83 du code de procédure civile ;

Il fait observer que l'expédition de l'ordonnance d'injonction de payer n'a pas été signifiée à la personne du débiteur, à son domicile ou à son lieu de travail alors qu'ils sont bel et bien connus ;

Selon lui, la défenderesse avait agi en violation des stipulations contractuelles qui ne prévoient de payer le prix d'achat des camions que suivant des

versements périodiques au fur et à mesure que le demandeur obtiendra également le règlement de ses factures ;

Il indique que le non-paiement de ses factures est dû à la morosité économique consécutive au coup d'état du 26 juillet 2023, assimilable au cas de force majeure ;

C'est pourquoi, il sollicite d'annuler l'ordonnance d'injonction de payer n° 15/PTC/NY/2025 du 28 janvier 2025 pour violation de l'article 7 de l'AUPSR/VE et de l'article 83 du code de procédure civile ;

Le requérant invoque en outre la nullité du procès-verbal de saisie attribution de créances pour violation de l'article 157 alinéa 3 de l'AUPSR/VE pour d'une part, défaut d'indication des intérêts échus et à échoir, défaut de mention en caractère apparent du droit du requérant d'en demander mainlevée si les conditions de la saisie ne sont pas réunies ;

Enfin, il invoque la nullité de saisie pour cause de litispendance et de connexité en arguant que deux procédures pendantes devant le tribunal de céans ont été vidées objet de l'ordonnance de référé n° 113/24 du 17/10/2024 et du jugement commercial n° 05 du 14/01/2025 et que les recours ne sont pas épuisés ;

En réplique, la société Albarka Business expose qu'elle a sollicité et obtenu une ordonnance d'injonction de payer, cette ordonnance a été annulée pour défaut d'indication de la forme de la société Albarka Business sur opposition de monsieur Nouhou Garba ;

Elle indique qu'elle a repris la requête en se conformant à ce qui lui a été reproché et signification de l'ordonnance a été faite au débiteur à son domicile contrairement à ce qu'il prétend, qu'il a même versé ladite pièce dans le dossier de la procédure ;

En outre, il fait remarquer que le juge de l'exécution ne peut connaître de la demande en nullité d'une ordonnance d'injonction de payer ;

Discussion

La société Albarka Business soulève l'incompétence du juge de l'exécution pour connaître du présent litige dès lors que selon elle, le requérant lui a donné assignation à comparaître devant le tribunal de commerce en lieu et place du président dudit tribunal juge de l'exécution ;

L'article 49 de l'Acte Uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et les voies d'exécution (AUPSR/VE) stipule : « en matière mobilière, le président de la juridiction compétente dans chaque Etat partie ou le juge délégué par lui connaît de tout litige ou toute demande relative à une mesure d'exécution forcée ou à une saisie conservatoire. » ;

Il ressort de cet article qu'en matière mobilière, le Président de la juridiction

compétente statuant en matière d'exécution, est seul compétent pour connaître des litiges relatifs à l'exécution forcée d'un titre exécutoire ;

Il est constant en l'espèce que le requérant a saisi le tribunal de commerce de Niamey en lieu et place de son Président pour voir trancher une contestation de saisie attribution alors même qu'en la matière l'article 49 ci-dessus donne compétence exclusive au président du tribunal ;

Il s'ensuit qu'en saisissant le tribunal de commerce, il a méconnu les dispositions de l'article 49 de l'AUPSR/VE susvisé ;

Il ne peut demander l'annulation de la saisie sur le fondement de l'article 49, devant cette juridiction, en saisissant le tribunal de commerce juridiction de fond, le requérant a saisi une juridiction incompétente ;

Il y a lieu dès lors de se déclarer incompétent et de le renvoyer à mieux se pourvoir devant le juge de l'exécution ;

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

- Se déclare incompétent pour connaître de l'action introduite par Monsieur Nouhou Garba et le renvoie à mieux se pourvoir devant le Président du Tribunal de commerce de Niamey, juge de l'exécution ;
- Condamne Monsieur Nouhou Garba aux entiers dépens ;

Avisé les parties qu'elles disposent de quinze (15) jours à compter du prononcé de cette décision pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du tribunal de céans.

Et ont signé,

LE PRESIDENT

LE GREFFIER

N

|